Conseil du Contentieux des Etrangers

Arrêt

n° 351 110 du 3 août 2026
dans l'affaire X / VII

En cause : X

Ayant élu domicile : au cabinet de Maître E. RAHOU
Vlasmarkt 25
2000 ANTWERPEN

contre:

l'Etat belge, représenté par la Ministre de l'Asile et de la Migration

LA PRÉSIDENTE F.F. DE LA VIIE CHAMBRE,

Vu la requête introduite le 9 décembre 2025, par X, qui déclare être de nationalité yéménite, tendant à l'annulation de la décision de refus de visa, prise le 3 novembre 2025.

Vu le titre Ier bis, chapitre 2, section IV, sous-section 2, ancien, de la loi du 15 décembre 1980 sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers (ci-après dénommée la « loi du 15 décembre 1980 »).

Vu la note d'observations et le dossier administratif.

Vu l'ordonnance du 24 mars 2026 convoquant les parties à l'audience du 21 avril 2026.

Entendu, en son rapport, C. DE WREEDE, juge au contentieux des étrangers.

Entendu, en leurs observations, Me A. HAEGEMAN *loco* Me E. RAHOU, avocat, qui comparaît pour la partie requérante, et Me Z. AKÇA *loco* Mes C. PIRONT et E. BROUSMICHE, avocat, qui comparaît pour la partie défenderesse.

APRES EN AVOIR DELIBERE, REND L'ARRET SUIVANT :

1. Faits pertinents de la cause.

1.1. Le 23 mai 2024, la partie requérante a introduit une demande de visa humanitaire fondée sur l'article 9 de la loi du 15 décembre 1980, en vue de rejoindre son frère ayant obtenu le statut de protection subsidiaire.

1.2. Le 31 octobre 2025, la partie défenderesse a pris une décision de refus de visa, il s'agit de la décision attaquée qui est motivée comme suit :

«Commentaire: Considérant que Madame [F A F Q Z], née le xxx1992 à Sana'a, de nationalité yéménite, a introduit une demande d'autorisation de séjour à titre humanitaire en application de l'article 9 de la loi du 15 décembre 1980, afin de rejoindre son frère, Monsieur [F. O. F. Q. Z.], né le xx/2006 à Sana'a, de nationalité yéménite, ayant obtenu le statut de protection subsidiaire en Belgique le 13/11/2022 ;

Considérant que l'intéressée introduit sa demande simultanément à la demande de visa humanitaire de son frère majeur, [A], et aux demandes de regroupement familial de sa mère et de sa fratrie mineure de 4 membres ; que les demandes de sa mère et de sa fratrie mineure ont fait l'objet d'un accord ; que Madame [F A F Q Z] allègue qu'après son divorce elle a rejoint le reste de la famille ; qu'elle a ainsi cohabité avec ces derniers aussi bien au Yémen qu'en Egypte où ils se sont réfugiés ;

Considérant qu'il revient au demandeur d'apporter tous les documents et preuves permettant à l'administration de prendre sa décision en connaissance de la situation exacte de celui-ci au moment de l'introduction de la demande ; qu'en effet, le Conseil a déjà jugé que c'est à l'étranger revendiquant un titre de séjour qu'incombe la charge de la preuve et donc le devoir de produire de sa propre initiative toutes les informations et/ou pièces pertinentes de nature à fonder sa demande, ce qui implique qu'une demande doit être suffisamment précise et étayée, voire actualisée si nécessaire (cf. CCE, arrêt n°230.108 du 12 décembre 2019 dans l'affaire 237.301/VII et arrêt n°226.827 du 30 septembre 2019 dans l'affaire 205.969/III ; Conseil d'Etat, arrêt n°109.684, 7 août 2002) ;

Considérant qu'en vertu de l'article 30 du code de droit international privé et afin de rencontrer une condition formelle de recevabilité, une décision judiciaire étrangère ou un acte authentique étranger doit être légalisé pour être produit en Belgique en intégralité ou en extrait, en original ou en copie ;

Considérant qu'à l'appui de sa demande l'intéressée produit un acte de mariage et un acte de divorce, documents dûment légalisés;

Considérant que la demandeuse produit une composition familiale afin d'attester qu'elle cohabite avec le reste de la famille en Egypte ; qu'en outre, qu'afin d'attester de son indigence, elle produit une attestation d'indigence libellée par le commissariat de police d'Al-Ghadeer ; qu'il ne s'agit pas de documents officiels authentifiés comme tel et dûment légalisés ; que ces documents n'ont par conséquent aucune valeur juridique intrinsèque et qu'ainsi ne sont revêtus d'aucune valeur probante et légale ;

Considérant que l'intéressée produit des publications relatives aux atteintes que subissent les femmes au Yémen et relatives à l'art 3 de la CEDH ;

Considérant qu'afin d'attester de son état de santé, la demandeuse produit un certificat médical ;

Considérant que l'existence en Belgique d'attaches familiales et affectives présumées ne signifie pas que l'application de l'article 8 de la Convention Européenne des Droits de l'Homme (ci-après CEDH) relatif au droit au respect de la vie privée et familiale est absolu ; que cet article ne s'oppose pas à ce que les Etats fixent des conditions pour l'entrée et le séjour des étrangers sur leur territoire pour autant que l'ingérence de l'autorité publique soit prévue par la loi, soit inspirée par un ou plusieurs des buts légitimes énoncés au deuxième paragraphe de l'article 8 de la CEDH et soit nécessaire dans une société démocratique pour les atteindre ; que la loi du 15 décembre 1980 est une loi de police qui correspond au prescrit du deuxième paragraphe de l'article 8 de la CEDH ;

Considérant que l'intéressée est majeure; que la Cour Européenne des Droits de l'Homme (ci-après Cour CEDH) a déjà jugé que les rapports entre adultes ne bénéficieront pas nécessairement de la protection de l'article 8 de la Convention sans que soit démontrée l'existence d'éléments supplémentaires de dépendance, autres que les liens affectifs normaux ; que le Conseil du Contentieux des Etrangers (ci après CCE) a quant à lui déjà jugé que dans l'appréciation de savoir s'il existe une vie familiale ou non, il y a lieu de prendre en considération toutes les indications apportées à cet égard, comme par exemple la cohabitation, la dépendance financière de l'enfant majeur vis-à-vis de son parent, la dépendance du parent vis-à-vis de l'enfant majeur ou les liens réels entre le parent et l'enfant ;

Considérant qu'en l'occurrence si la demandeuse produit un acte de divorce, elle a cependant déjà formé une cellule familiale distincte du reste de sa famille ; que par ailleurs, la demande est en défaut de la production d'une preuve officielle et légale d'une cohabitation antérieure au départ du regroupant ; qu'en outre, si l'intéressée allègue une cohabitation avec le reste de la famille qui s'est réfugiée en Egypte, le document produit n'est revêtue d'aucune valeur probante et légale attestant l'existence d'une vie de famille effective avec le reste de la famille ;

Considérant que par ailleurs, Madame [F. A. F. Q.Z.] ne démontre pas entretenir des contacts réguliers et constants avec le regroupant ; que par ailleurs, si elle produit une attestation d'indigence, ce document n'a aucune valeur juridique intrinsèque et n'est ainsi revêtue d'aucune valeur probante et légale ; qu'en conséquence, la demandeuse majeure ne démontre pas être dans l'incapacité de travailler et de se prendre en charge personnellement ; que l'intéressé ne produit pas la preuve de sa dépendance au reste de la famille ni au Yémen, ni encore moins en Egypte ; qu'ainsi elle ne démontre pas être isolée dans son pays de

résidence, à savoir l'Egypte ; qu'au contraire, il apparait qu'elle bénéficie actuellement de l'accompagnement et du soutien de son frère majeur [A] ;

Considérant les circonstances ci-avant énoncées, rien n'indique que Madame [F A F Q Z] soit dans une situation de vulnérabilité, de précarité, d'isolement et/ou de dépendance susceptible de compromettre son développement personnel ; qu'en conclusion de ces différents constats, l'existence d'éléments supplémentaires de dépendance tels qu'évoqués supra n'est pas démontrée ; qu'en conséquence, l'intéressée ne démontre aucunement l'existence d'une vie familiale effective ni avec Monsieur [F O F Q Z] ni encore moins avec le reste de la famille et, par conséquent, d'un risque d'être soumise à une atteinte à l'article 8 de la CEDH ; d'autant que rien ne l'empêche de maintenir des contacts réguliers avec le regroupant via différents moyens de communication ainsi que de rendre visite à sa famille en Belgique via l'obtention d'un visa d'un autre type qu'humanitaire ;

Considérant qu'à l'appui de sa demande l'intéressée produit des publications relatives aux atteintes que subissent les femmes au Yémen et relatives à l'art 3 de la CEDH ; qu'ainsi elle invoque la possibilité pour elle d'être soumise à une atteinte à l'article 3 de la CEDH ; que cependant, la demandeuse ne s'est jamais trouvée sur le territoire national de la Belgique ; qu'en outre, elle ne démontre pas l'existence d'une vie familiale ou privée avec la Belgique ; qu'ainsi, l'intéressée ne démontre pas l'existence d'un risque d'être soumise à une atteinte à l'article 8 de la CEDH ; que par ailleurs, la Cour EDH a déjà jugé que le simple fait pour un requérant d'initier une procédure dans un État partie avec lequel il n'a aucun lien de rattachement ne peut suffire à établir la juridiction de cet État à son égard (Abdul Wahab Khan c. Royaume-Uni ((déc.), n° 11987/11, 28 janvier 2014, § 28) ; que dans ces circonstances, en l'absence de preuve des liens de rattachement précités, il apparaît que la demandeuse ne relève pas de la juridiction de la Belgique au sens de l'article 1er de la CEDH et au titre des faits qu'elle dénonce sur le terrain de l'article 3 de la Convention ;

Considérant qu'à l'appui de sa demande, l'intéressée produit un certificat médical pour attester de son état de santé; que cependant, ces documents ne contredisent en rien les constats dressés supra, qui relèvent du caractère humanitaire de la demande ; qu'en définitive, la demandeuse dispose de la possibilité de solliciter un visa pour raisons médicales selon les procédures prévues à cet effet ;

Considérant enfin qu'aucun des documents produits par l'intéressée n'est en mesure d'invalider les différents constats dressés ci-avant ;

Au regard des informations dont il dispose, le délégué du Ministre estime qu'il n'est pas justifié d'accorder à Madame [F A F Q Z] l'autorisation de séjourner en Belgique à titre humanitaire en application de l'article 9 de la loi du 15 décembre 1980 sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers. »

2. Exposé des moyens d'annulation.

2.1. La partie requérante libelle son premier moyen comme suit : « *EERSTE MIDDEL:*
Schending van de motiveringsverplichting van artikel 62,1ste lid vreemdelingenwet. Schending van artikel 3 van de wet van 29 juli 1991 betreffende de uitdrukkelijke motivering van bestuurshandelingen. Schending van het motiveringsbeginsel in bestuurshandelingen. Schending van het redelijkheids-, zorgvuldigheids- en proportionaliteitsbeginsel. Schending van artikel 8 EVRM. Schending van artikel 7 van het Handvest van de grondrechten van de Europese Unie. Schending van de artikelen 9 en 13 van de Vreemdelingenwet.
Eerste onderdeel,
Verzoekster beroept zich nadrukkelijk op de bescherming van artikel 8 EVRM en artikel 7 Handvest grondrechten. Verzoekster herinnert aan de voornaamste elementen: (…)
De bestreden beslissing lijdt aan manifeste motiveringsgebreken doordat zij geen afdoende, inzichtelijke en concrete beoordeling bevat van de relevante elementen die door verzoekster werden ingebracht, noch van de specifieke verplichtingen die op de administratie rusten bij de beoordeling van een aanvraag op grond van de artikelen 9 en 13 Vreemdelingenwet. Uit artikel 62, eerste lid Vreemdelingenwet volgt dat de motivering van een verblijfsaanspraak voldoende duidelijk, pertinent en afdoende moet zijn, terwijl artikel 3 van de Wet van 29 juli 1991 vereist dat de beslissing de feitelijke en juridische overwegingen uiteenzet waarop zij berust. De bestreden beslissing doet dit niet: zij beperkt zich tot standaardformuleringen, weerlegt de ingebrachte bewijsstukken niet concreet en vertoont lacunes die erop wijzen dat de administratie de essentiële elementen van het dossier niet heeft onderzocht, dan wel niet heeft willen onderzoeken.
Zo wordt de door verzoekster ingeroepen structurele afhankelijkheid van haar kerngezin — die aantoonbaar blijkt uit de samenwoning in Jemen en Egypte, de verklaringen van referentiepersoon [O] tijdens zijn CGVS-gehoor en de medische stukken — niet beoordeeld in het licht van haar medische kwetsbaarheid en de documentatie omtrent haar PTSS, endocrinologische toestand, osteoporose en psychische problematiek. De beslissing stelt louter dat verzoekster "geen bewijs van een effectieve afhankelijkheid" levert, zonder enige analyse van de stukken waarop zij zich beroept. Daarmee wordt de inhoud van het dossier volledig

genegeerd en worden relevante elementen verzwegen, wat neerkomt op een schending van de formele én de materiële motiveringsplicht. Evenmin wordt enige afweging gemaakt tussen enerzijds de beperkte zelfstandigheid van verzoekster, haar bewezen nood aan zorg en ondersteuning, en anderzijds haar recht op eerbiediging van haar privé- en gezinsleven onder artikel 8 EVRM en artikel 7 EU-Handvest. De administratie had verplicht een proportionaliteitsbeoordeling moeten verrichten waarin de impact van de weigering op deze rechten wordt onderzocht; dit ontbreekt volledig. Daarbij komt dat de beslissing zonder enige feitelijke toetsing stelt dat verzoekster niet kwetsbaar is en zich in Egypte kan handhaven, terwijl zij uitgebreid landeninformatie indiende waaruit blijkt dat vrouwen uit Jemen — en zeker alleenstaande vrouwen — onderhevig zijn aan ernstige beperkingen, structurele afhankelijkheid van mannelijke begeleiding, risico's op gendergerelateerd geweld en zware obstakels bij toegang tot gezondheidszorg. Deze bronnen, waaronder rapporten van Amnesty International, Human Rights Watch, CEDOCA en het Nederlandse Algemeen Ambtsbericht, worden in de beslissing nergens afgewogen of weerlegd. Het achteloos negeren van deze bronnen getuigt van een schending van het zorgvuldigheidsbeginsel, daar de administratie gehouden was alle relevante gegevens van het dossier volledig en nauwgezet te onderzoeken alvorens een beslissing te nemen. Voorts wordt het juridische toetsingskader van artikelen 9 en 13 Vreemdelingenwet onjuist toegepast. De administratie vertrekt ten onrechte van een enge, formalistische lezing die geen ruimte laat voor een efectieve bescherming van gezinsleven en humanitaire overwegingen, terwijl deze bepalingen nu net bedoeld zijn om uitzonderlijke omstandigheden en precaire situaties te verhelpen. Door geen rekening te houden met de uitzonderlijke context van verzoekster, haar bewezen afhankelijkheid en de samenhang met de gelijktijdige procedures van haar moeder en siblings, miskent de beslissing het doel en de draagwijdte van de humanitaire visumregeling. Ten slotte werd nagelaten om een evenwichtige en proportionele belangenafweging te maken zoals vereist onder artikel 8 EVRM. De beslissing bevat geen beoordeling van de vraag of de weigering een inmenging vormt in het recht op gezinsleven, noch hoe deze inmenging verantwoord zou kunnen worden. De enkele vaststelling dat "geen effectieve familieband bestaat" is manifest onjuist én ontoereikend, nu zij niet wordt gedragen door enige feitelijke onderbouwing en strijdig is met het dossier. Door deze afweging na te laten, handelt de administratie tevens in strijd met het proportionaliteitsbeginsel, dat vereist dat een inmenging noodzakelijk en evenwichtig moet zijn in verhouding tot het nagestreefde legitieme doel. De beslissing schendt bijgevolg de formele en materiële motiveringsplicht, de zorgvuldigheidsplicht, het redelijkheids- en proportionaliteitsbeginsel, artikel 8 EVRM, artikel 7 EU-Handvest, en de artikelen 9 en 13 Vreemdelingenwet, en dient om die redenen vernietigd te worden."

2.2. La partie requérante prend un second moyen, qu'elle libelle comme suit *: « TWEEDE MIDDEL:*
Schending van artikel 8 EVRM en artikel 7 Handvest; foutieve beoordeling van de afhankelijkheidsrelatie; schending van het proportionaliteitsbeginsel
De bestreden beslissing miskent de draagwijdte van artikel 8 EVRM en artikel 7 van het Handvest van de Grondrechten van de Europese Unie, doordat zij ten onrechte besluit dat verzoekster geen blijk geeft van een effectieve gezinsband of een bijzondere afhankelijkheidsrelatie met de referentiepersoon en het kerngezin, en omdat geen enkele proportionaliteitsafweging werd uitgevoerd. Uit het administratief dossier blijkt zonder enige twijfel dat verzoekster reeds vóór haar echtscheiding, nadien opnieuw en tot op heden deel uitmaakt van hetzelfde kerngezin, bestaande uit haar moeder, haar meerderjarige broers en haar minderjarige siblings. Deze feitelijke samenwoning werd gedocumenteerd in de begeleidende brief van verzoekster én bevestigd door haar broer [O] tijdens het persoonlijk onderhoud bij het CGVS, waar hij duidelijk verklaarde dat zijn zus — verzoekster — volledig tot het gezin behoort en van de familie afhankelijk is. De beslissing van DVZ gaat volledig voorbij aan deze stukken. Zij geeft geen enkele reden waarom deze verklaringen ongeloofwaardig zouden zijn, noch waarom zij de duidelijke elementen van familiale verbondenheid en dagelijkse afhankelijkheid negeert. Daarmee wordt de kern van de beoordeling onder artikel 8 EVRM ontnomen aan een feitelijk en juridisch correcte analyse. Daarnaast lijdt verzoekster aan gedocumenteerde medische en psychische aandoeningen, waaronder een posttraumatische stressstoornis, endocrinologische problematiek, osteoporose door ondervoeding en psychologische klachten, waarvoor zij structurele ondersteuning van haar familie nodig heeft. De beslissing vermeldt deze bewijsstukken enkel om ze op formele wijze terzijde te schuiven zonder inhoudelijke bespreking, en motiveert niet waarom deze medische problematiek niet zou uitmonden in een bijzondere afhankelijkheidsrelatie zoals omschreven in de rechtspraak van het EHRM (o.m. Sen tegen Nederland, Marckx, Slivenko, Konstantinov). Volgens deze vaste rechtspraak kunnen volwassen kinderen en ouders/broers/zussen onder artikel 8 vallen wanneer er sprake is van "additional elements of dependence", wat hier aantoonbaar het geval is. De beslissing ontneemt zich echter elk onderzoek naar deze elementen en miskent zo de inhoudelijke toetsingsplicht die uit artikel 8 EVRM voortvloeit.
Verder bevat de bestreden beslissing geen enkele proportionaliteitsafweging, hoewel een weigering van een humanitair visum een zeer ingrijpende impact heeft op het gezinsleven van verzoekster en de referentiepersoon. De administratie had moeten nagaan: – of er sprake is van een reëel, effectief gezinsleven; – welke impact de weigering heeft op het welzijn en de gezondheid van verzoekster; – of er minder ingrijpende alternatieven bestaan; – of de weigering noodzakelijk is in een democratische samenleving. Geen enkele van deze elementen werd onderzocht. De beslissing blijft beperkt tot abstracte standaardoverwegingen over de afwezigheid van gezinsleven, zonder feitelijke argumentatie, waardoor zij

strijdig is met artikel 8 EVRM, artikel 7 Handvest en de proportionaliteitstoets die het EHRM vereist. Door deze gebreken heeft de administratie de essentie van het recht op gezinsleven miskend, de afhankelijkheidsrelatie foutief beoordeeld, geen afweging gemaakt van de belangen van verzoekster en de referentiepersoon, en aldus in strijd gehandeld met het Europees en Unierechtelijke beschermingskader. De beslissing moet om die reden worden vernietigd.

2.3. La partie requérante prend un troisième moyen, qu'elle libelle comme suit *: « DERDE MIDDEL : Schending van artikel 3 EVRM; schending van het zorgvuldigheidsbeginsel; foutieve beoordeling van het risico bij terugkeer De bestreden beslissing miskent de werkelijke risico's die verzoekster loopt bij terugkeer naar Jemen of bij verblijf in de huidige regio, in strijd met artikel 3 EVRM, doordat de administratie nalaat rekening te houden met de door verzoekster ingediende documentatie en haar persoonlijke kwetsbaarheid. Uit de landeninformatie die verzoekster had voorgelegd — waaronder rapporten van Amnesty International, Human Rights Watch, CEDOCA en het Algemeen Ambtsbericht Jemen 2023 — blijkt duidelijk dat vrouwen in Jemen, en in het bijzonder alleenstaande vrouwen, worden geconfronteerd met systematische en ernstige mensenrechtenschendingen, waaronder beperkingen op bewegingsvrijheid, verplichting tot begeleiding door een mannelijk familielid (mahram), gendergerelateerd geweld, eerwraak, economische uitsluiting, belemmerde toegang tot gezondheidszorg en institutionele discriminatie. Deze risico's gelden des te meer voor vrouwen met medische en psychische problematiek, zoals verzoekster. De beslissing van DVZ beperkt zich echter tot een algemene zin dat "geen risico op een schending van artikel 3 EVRM is aangetoond", zonder op enig moment inhoudelijk in te gaan op de overvloed aan bewijsstukken die het tegendeel aantonen. Een dergelijke motivering miskent de zorgvuldigheidsplicht en levert een manifeste schending op van artikel 3 EVRM. Verzoekster bevindt zich bovendien in een verhoogde kwetsbaarheidscategorie wegens haar medische toestand, haar psychische beperkingen en het feit dat zij als alleenstaande vrouw zonder wettelijke bescherming onmogelijk zelfstandig kan overleven in Jemen. De beslissing houdt geen enkele rekening met deze individuele factoren, hoewel het EHRM herhaaldelijk heeft geoordeeld dat risico-beoordelingen onder artikel 3 EVRM individueel, concreet en toekomstgericht moeten zijn (N. tegen Verenigd Koninkrijk, J.K. tegen Zweden, M.S.S. tegen België en Griekenland). DVZ past deze toetsing niet toe en geeft geen motivering waarom de medische stukken en de landeninformatie niet relevant zouden zijn voor de artikel 3 EVRM-analyse. Daarnaast miskent de bestreden beslissing dat verzoekster momenteel in Egypte verblijft zonder wettelijke verblijfszekerheid, en dat zij, als Jemenitische vrouw met medische en psychische problemen, ook daar ernstig beperkt is in haar toegang tot zorg, bescherming en economische onafhankelijkheid. De beslissing verwijst niet naar deze relevante context, noch naar de internationale bronnen waaruit blijkt dat ook in Egypte de positie van alleenstaande vluchtende vrouwen uiterst kwetsbaar is. Het EHRM vereist dat alle reële risico's binnen het geheel van de feitelijke context worden beoordeeld; dit gebeurde niet. Door geen enkele inhoudelijke risico-analyse te maken, ondanks de overvloedige documentatie en verzoeksters medische gesteldheid, is de beslissing strijdig met artikel 3 EVRM en met de zorgvuldigheidsplicht die daaruit voortvloeit. De beslissing berust dan ook op een manifest foutieve appreciatie van de feiten en dient om die reden te worden vernietigd*."

2.4. La partie requérante prend un quatrième moyen, qu'elle libelle comme suit : « *VIERDE MIDDEL*
Foutieve en onvolledige bewijsbeoordeling; onjuiste toepassing van artikel 30 Wetboek Internationaal Privaatrecht; schending van het zorgvuldigheidsbeginsel; dubbele motiveringsfout. De bestreden beslissing lijdt aan een ernstige en structurele fout in de bewijsbeoordeling doordat de administratie uitgaat van een onjuiste juridische premisse, relevante bewijsstukken foutief of onvolledig beoordeelt en bovendien ten onrechte bijkomende bewijsvereisten oplegt die geen steun vinden in de wet. Hierdoor wordt niet alleen de inhoudelijke beoordeling aangetast, maar vertoont de beslissing ook een dubbele motiveringsfout: enerzijds omdat de elementen waarop de weigering is gebaseerd juridisch onhoudbaar zijn, anderzijds omdat de administratie heeft nagelaten om de werkelijk ingediende bewijsstukken afdoende te onderzoeken en te waarderen.
1. Onjuiste toepassing van artikel 30 WIPR inzake legalisatievereisten
De beslissing stelt dat bepaalde stukken — waaronder de akte van huwelijk en echtscheiding — niet in aanmerking kunnen worden genomen omdat zij niet zouden voldoen aan de vereisten van artikel 30 van het Wetboek Internationaal Privaatrecht. Deze redenering is juridisch foutief. Artikel 30 WIPR bepaalt dat buitenlandse authentieke akten niet in België kunnen worden gebruikt tenzij zij zijn gelegaliseerd of voorzien van een apostille, tenzij internationale verdragen een uitzondering voorzien. De administratie gaat er echter ten onrechte van uit dat voorlegde documenten zonder meer zonder bewijswaarde moeten blijven, terwijl zijzelf niet onderzoekt of (1) legalisatie in casu objectief onmogelijk of onredelijk bezwarend is, (2) alternatieve verificatiemiddelen beschikbaar zijn, of (3) de feitelijke inhoud van de documenten op andere wijzen wordt bevestigd in het dossier, waaronder door verklaringen van de referentiepersoon, samenwoningsattesten en gezinsstructuren die wél gedocumenteerd zijn. Artikel 30 WIPR laat bovendien niet toe dat een bestuur documenten volledig buiten beschouwing laat wanneer zij, zoals hier, deel uitmaken van een ruimer bewijscomplex dat de feitelijke gezinsstructuur en familiale geschiedenis bevestigt. Door dit toch te doen, past de administratie het WIPR mechanisch, disproportioneel en in strijd met doel en ratio legis toe.
2. Foutieve afwijzing van stukken die géén legalisatie vereisen

De beslissing stelt dat de door verzoekster ingediende stukken omtrent haar cohabitatie, familiale samenstelling, financiële situatie en medische toestand niet als "officiële documenten met bewijswaarde" kunnen worden beschouwd. Deze redenering is manifest onjuist. De bewijsvoering inzake familiale feitelijkheden is niet beperkt tot gelegaliseerde documenten; het bestuur moet rekening houden met alle bewijsstukken, formeel én informeel, waarbij de Raad voor Vreemdelingenbetwistingen herhaaldelijk heeft geoordeeld dat: De administratie alle elementen van het dossier moet beoordelen, ongeacht hun vorm, voor zover zij relevant zijn voor de vaststelling van feitelijke omstandigheden." (o.m. RvV 205.969; 226.827; 230.108)De weigering om rekening te houden met verzoeksters attest van medische problematiek, verklaringen over samenwoning, bewijs van afhankelijkheid, familiale structuur en de verklaring van de referentiepersoon bij CGVS vormt een foutieve bewijsbeoordeling én een schending van het zorgvuldigheidsbeginsel.

3. Onvoldoende en foutieve analyse van samenwoning en afhankelijkheid

Hoewel verzoekster meerdere bewijselementen voorlegde die haar samenwoning en afhankelijkheidsrelatie met haar familie bevestigen — inclusief de verklaring van haar broer Osamah bij het CGVS waar hij ondubbelzinnig verklaarde dat verzoekster bij het gezin woont en afhankelijk is van hun zorg — wordt dit alles in de bestreden beslissing afgedaan als "niet bewezen". De administratie motiveert echter niet waarom deze verklaringen ongeloofwaardig zouden zijn, noch waarom deze niet in onderlinge samenhang met andere stukken worden beoordeeld.Deze lacune vormt een materiële motiveringsfout, aangezien de conclusie van DVZ niet voortvloeit uit een concreet onderzoek van de ingediende bewijsstukken maar uit een abstracte, niet onderbouwde afwijzing.

4. Dubbele motiveringsfout

De beslissing bevat twee gelijktijdige motiveringsgebreken:

a) Formele motiveringsfout (Wet van 29 juli 1991)

De administratie geeft geen inzicht in haar gedachtegang en vermeldt enkel standaardformules zoals "documenten zijn niet gelegaliseerd" en "geen bewijs van afhankelijkheid", zonder enige uitleg waarom de ingediende bewijsmiddelen ontoereikend zouden zijn. De beslissing vermeldt evenmin waarom verklaringen die bevestigen dat verzoekster structureel deel uitmaakt van het kerngezin, niet relevant of onvoldoende zouden zijn. Hierdoor voldoet de beslissing niet aan de vereisten van artikel 3 van de Motiveringswet.

b) Materiële motiveringsfout (artikel 62 Vw)

De inhoud van de motivering staat haaks op de feiten van het dossier. De administratie trekt conclusies die niet gedragen zijn door de werkelijke dossierinhoud, zoals de stelling dat verzoekster geen familiale afhankelijkheid aantoont, terwijl de bewijsstukken precies het tegenovergestelde aantonen. Een beslissing die niet gesteund is op de vastgestelde feiten miskent artikel 62 Vreemdelingenwet en het algemene motiveringsbeginsel.

5. Schending van het zorgvuldigheidsbeginsel

Het bestuur heeft nagelaten: om alle relevante stukken te onderzoeken; om de verklaringen van de referentiepersoon in overweging te nemen; om de gezondheidstoestand van verzoekster te koppelen aan haar afhankelijkheidsrelatie; om de context van oorlog, genderbeperkingen en structurele kwetsbaarheid mee te verwerken;om een samenhangende en redelijke beoordeling te verrichten.

Het EHRM en de Raad voor Vreemdelingenbetwistingen hebben herhaaldelijk geoordeeld dat een bestuur alle relevante gegevens moet onderzoeken alvorens een beslissing te nemen. Deze verplichting werd in casu niet nagekomen. Door een foutieve toepassing van artikel 30 WIPR, een onjuiste en onvolledige bewijsbeoordeling, het negeren van essentiële dossierstukken en het hanteren van een onhoudbare motivering, heeft de administratie zowel de formele als de materiële motiveringsplicht geschonden, evenals het zorgvuldigheidsbeginsel. Deze gebreken tasten de kern van de beslissing aan en nopen tot vernietiging ervan."

3. Discussion.

3.1. Sur les moyens pris réunis, le Conseil observe que l'article 9 de la Loi dispose comme suit : « *Pour pouvoir séjourner dans le Royaume au-delà du terme fixé à l'article 6, l'étranger qui ne se trouve pas dans un des cas prévus à l'article 10 doit y être autorisé par le ministre ou son délégué. Sauf dérogations prévues par un traité international, par une loi ou par un arrêté royal, cette autorisation doit être demandée par l'étranger auprès du poste diplomatique ou consulaire belge compétent pour le lieu de sa résidence ou de son séjour à l'étranger* ».

Dans le cadre de cette disposition, le Ministre ou son délégué dispose d'un pouvoir discrétionnaire général pour accorder ladite autorisation de séjour de plus de trois mois. Si le Ministre ou son délégué dispose d'un tel pouvoir d'appréciation auquel le Conseil ne peut se substituer, il n'en est pas moins tenu de motiver sa décision et de la justifier en tenant compte de tous les éléments propres au cas qui lui est soumis. Cette obligation de motivation formelle à laquelle est tenue l'autorité administrative doit permettre au destinataire de la décision de connaître les raisons sur lesquelles se fonde celle-ci, sans que l'autorité ne soit toutefois tenue d'expliciter les motifs de ses motifs. Il suffit, par conséquent, que la décision fasse apparaître de façon claire et non équivoque le raisonnement de son auteur afin de permettre au destinataire de la décision de

comprendre les justifications de celle-ci et, le cas échéant, de pouvoir les contester dans le cadre d'un recours et, à la juridiction compétente, d'exercer son contrôle à ce sujet.

3.2. La partie requérante argue en substance :

- la non prise en considération des documents et des déclarations du regroupant attestant, qu'elle fait partie de la famille nucléaire et est dépendante de celle-ci eu égard à ses graves problèmes de santé et sa condition de femme seule au Yémen ;
- la non prise en considération du contexte factuelle, la circonstance que l'ensemble de la famille, mère, enfants mineurs et majeurs ont ensemble introduit la demande de visa humanitaire, méconnaissant ainsi la portée de la disposition ;
- le principe de proportionnalité dans l'examen de l'atteinte à la vie familiale;
- le risque de violation de l'article 3 de la CEDH, en ce que le séjour en Egypte est temporaire et illégal, elle rappelle la condition de la femme au Yémen d'autant plus qu'elle est vulnérable vu ses problèmes de santé ;
- une mauvaise application de l'article 30 du CODIP en ce que l'acte de mariage et de divorce ne peuvent avoir de force probante sans vérifier que cette légalisation était impossible et excessivement lourde, qu'il existe des moyens alternatifs à la vérification et que l'audition du regroupant, la composition de ménage et la structure familiale confirment le contenu de ces actes ;
- une appréciation non correcte de la valeur probante des autres pièces, cohabitation, composition familiale, situation financière et médicale, lesquelles ne nécessitent pas de légalisation pour attester d'une situation factuelle;
- l'absence de motivation quant aux déclarations du regroupant au CGRA, quant à la crédibilité ou encore la lecture combinée avec les pièces déposées ;

Elle conclut à une motivation formelle et matérielle erronées en combinaison avec le principe de soin.

3.3. a) Le Conseil estime opportun de rappeler le pouvoir d'appréciation de la partie défenderesse et qu'il revient à la partie requérante d'apporter tous les documents et preuves permettant à l'administration de prendre sa décision en connaissance de la situation exacte de celui-ci au moment de l'introduction de la demande ; qu'en effet, le Conseil du Contentieux des Etrangers (ci-après CCE) a déjà jugé que c'est à l'étranger revendiquant un titre de séjour qu'incombe la charge de la preuve et donc le devoir de produire de sa propre initiative toutes les informations et/ou pièces pertinentes de nature à fonder sa demande, ce qui implique qu'une demande doit être suffisamment précise et étayée, voire actualisée si nécessaire (cf. CCE, arrêt n°230.108 du 12 décembre 2019 dans l'affaire 237.301/VII et arrêt n°226.827 du 30 septembre 2019 dans l'affaire 205.969/III ; Conseil d'Etat, arrêt n°109.684, 7 août 2002);

b) Le Conseil :

- Constate qu'il ressort de la motivation qu'il a été tenu compte du contexte de l'introduction de la demande par l'ensemble de la famille ;

- Estime que la partie défenderesse n'a commis aucune erreur manifeste d'appréciation en estimant que l'acte de mariage, de divorce, la composition familiale ou encore l'attestation d'indigence devaient être légalisées pour attester de l'authenticité de ces actes, à défaut de légalisation, ces actes sont des simples déclarations, la partie défenderesse a, dès lors, à bon droit, estimé : « (…) *qu'il ne s'agit pas de documents officiels authentifiés comme tel et dûment légalisés ; que ces documents n'ont par conséquent aucune valeur juridique intrinsèque et qu'ainsi ne sont revêtus d'aucune valeur probante et légale.";*

- Constate que la partie défenderesse a exposé en quoi le risque de violation en cas de renvoie de l'Egypte vers le Yémen ne constitue pas un risque de violation de l'article 3 CEDH, ainsi elle a motivé, « *la demandeuse ne relève pas de la juridiction de la Belgique au sens de l'article 1er de la CEDH et au titre des faits qu'elle dénonce sur le terrain de l'article 3 de la Convention* ;" ce qui n'est pas contesté; A titre surabondant, le Conseil relève que la partie requérante semble avoir bénéficié d'un titre de séjour en Egypte au moins jusqu'au 15 octobre 2024.

- Constate que le certificat médical déposé du 25 avril 2024, figurant au dossier administratif transmis, est celui prévu par la loi du 15 décembre 1980 et non un certificat explicitant les différentes pathologies invoquées en termes de recours, il s'agit donc d'un élément qui n'a pas été transmis à la partie défenderesse en temps utile, dès lors, il ne peut lui être fait grief de ne pas l'avoir examiné;

3.4. En ce qu'elle invoque un risque de violation de l'article 8 de la CEDH, le Conseil :

- Constate que les déclarations du regroupant au CGRA ne sont pas au dossier administratif et il

appartenait à la partie requérante de les déposer, si elle estimait que cela était nécessaire à démontrer l'existence d'une vie familiale ; Au contraire, il ressort de la décision du CGRA accordant la protection subsidiaire déposée, que ce dernier a déclaré que sa sœur était mariée et qu'elle habitait quelques maisons plus loin ;

- Constate qu'hormis le certificat qui 25 avril 2024 précité aucun certificat médical attestant des pathologies vantées n'a été déposé ;

- Pour le surplus il est renvoyé au point 3.3. b) de cet arrêt.

En conclusion, les moyens ne sont pas fondés.

PAR CES MOTIFS, LE CONSEIL DU CONTENTIEUX DES ETRANGERS DECIDE :

Article unique

La requête en annulation est rejetée.

Ainsi prononcé à Bruxelles, en audience publique, le trois août deux mille vingt-six par :

Mme C. DE WREEDE,	présidente f.f., juge au contentieux des étrangers,
Mme S. DANDOY,	greffière assumée.
La greffière,	La présidente,
S. DANDOY	C. DE WREEDE